



Déclaration FSU 77. CTSD du 4 septembre 2020

Madame l'Inspectrice d'Académie, mesdames et messieurs les membres du CTSD,

Une fois n'est pas coutume, nous tenons, au nom de la FSU 77, à saluer les efforts et les bonnes résolutions d'un gouvernement pour réussir cette rentrée compliquée :

-Journées supplémentaires de prérentrée pour donner du temps aux équipes afin de préparer au mieux une rentrée inédite.

- Réquisitions de locaux pour pouvoir accueillir les élèves en petits groupes ; ce qui présente le double avantage, d'un point de vue sanitaire d'abord, puisque cela réduit les risques de contamination, et ensuite d'un point de vue pédagogique car les petits groupes participent à la réduction des inégalités.
- -Fourniture gratuite de masques pour tous les élèves à partir de 6ans.
- Recrutement de 80 000 personnels pour faire face à cette rentrée exceptionnelle.
- Et, pour finir, une prime aux enseignants considérés comme les plus mal payés d'Europe.

Oui, nous saluons les efforts d'un gouvernement ...qui malheureusement n'est pas le notre... puisqu'il s'agit du gouvernement italien.

Si, italien ! Car de ce côté des Alpes, ce n'est pas tout à fait la même dynamique. En effet, que pourrions-nous saluer ?

- Les « vacances apprenantes » ; le flop de l'été malgré une propagande sans ménagement du ministère et des cadres de l'Éducation Nationale qui durant tout l'été ont twitté sans grande conviction.
- -Les « devoirs faits » ; un autre matraquage en communication, pour 1,5 million d'heures supplémentaires pour le second degré, dispositif hors la classe et facultatif.
- Et, côté sanitaire, tous masqué.e.s ...mais avec un protocole sanitaire où la distanciation devient « quand c'est possible », où la limitation du brassage des élèves n'est plus obligatoire...bref, avec l'invention du mètre à géométrie variable. En revanche, il est rappelé l'importance du « lavage systématique des mains plusieurs fois par jour », alors que cette crise a mis en exergue l'état de délabrement de beaucoup d'écoles, le manque de points d'eau et de lavabos notamment.

Ainsi, alors que du côté du sport, par exemple, qui relève de la même autorité de tutelle, des règles ont été édictées pour encadrer les conditions de confinement d'une équipe entière : 2 cas par équipe dans le cyclisme, 4 dans le football, nous sommes toujours dans l'attente de consignes claires concernant les écoles. Doit-on penser que la santé d'un footballeur et d'un cycliste professionnel vaut plus que celle des enseignants et de leurs élèves, en sachant, une nouvelle fois, qu'un dépistage massif nous a été refusé ?

Nous serons tous fixés dans quelques semaines sur l'évolution de la situation sanitaire. Espérons que si celle-ci se détériore, un nouveau protocole sera édicté et que le ministère se

préparera, cette fois-ci sérieusement à un enseignement hybride : prime d'équipement pour les PE, accompagnement des personnels en difficulté pour mettre en place cet enseignement, équipement des familles, communication en amont de la fermeture des écoles, des consignes et moyens pour réussir cette nouvelle phase d'enseignement... etc.

De même, proposer comme remède au confinement et au décrochage scolaire, la recette éculée des évaluations nationales est une aberration ; les élèves n'ayant pas abordé la totalité des programmes évalués. Un peu comme si prendre la température pendant de longues journées pouvait guérir alors que cela accentue surtout l'inquiétude. A un moment où les enseignant.es et les élèves auraient besoin de confiance, de sérénité, ces évaluations imposent l'exact opposé. Nous en serons à la troisième année de mise en œuvre de ces évaluations nationales standardisées au CP et CE1 en début et milieu d'année. Alors que les élèves ont vécu depuis le mois de mars une scolarité particulièrement bouleversée, la rue de Grenelle fait comme si de rien n'était et maintient le calendrier de début d'année des évaluations CP et CE1 pourtant déjà fortement remises en cause en temps ordinaire par la communauté enseignante. Évaluations remises en cause à la fois dans leurs modalités de passation qui mettent les enseignantes et les enseignants en situation d'exécution, mais également dans le traitement des résultats qui ne permet pas une analyse prenant en compte le parcours des élèves. Au final, ces évaluations nourrissent essentiellement une communication ministérielle. Ceci est d'autant plus vrai cette année, puisque les items proposés seront, à quelques nuances près, les mêmes que ceux des années précédentes. Ils ne tiendront donc pas compte des conditions particulières d'apprentissage liées à la pandémie. Pourquoi le ministre s'évertue-t-il à cadenasser la pédagogie dans la classe en imposant ces évaluations au lieu de donner la main aux équipes pour évaluer au plus près de la réalité des apprentissages des élèves ?

Oublie-t-il ou feint-il d'oublier que nous sommes de véritables professionnels de l'éducation ? Nous le croyons de plus en plus et regrettons qu'il réduise l'Éducation à un jeu de communication dans lequel il tente, avec beaucoup de succès d'affirmer sa présence lors des marronniers journalistique !

La FSU demande que ces évaluations nationales soient retirées et que nos collègues puissent proposer les leurs afin de permettre aux élèves de reprendre goût aux apprentissages, à la vie collective de classe et de réinvestir leur posture d'élèves. Nous rappelons que la liberté pédagogique est un acquis professionnel pour les enseignants et enseignantes.

A l'inverse, la FSU 77 demande des mesures exceptionnelles : un recrutement massif d'enseignantes et d'enseignants pour alléger les effectifs de la maternelle au lycée, pas de fermetures de classes, le retour des PMQC dans les écoles, la réimplantation de RASED complets.....

Il ne s'agit pas de seulement constater les inégalités mises en lumière par cette crise sanitaire mais bien de les combattre durablement. C'est pourquoi nous demandons que soient mis en place les moyens indispensables dont l'école a besoin. La Seine-et-Marne a besoin d'une dotation supplémentaire pour assurer cette rentrée. Un collectif budgétaire s'impose !

Suite au CTSD de juin, il ne resterait, selon nos calculs, que 6 moyens pour ouvrir des classes. Au regard de toutes les situations qui nous sont remontées en amont de ce CTSD, cela va s'avérer totalement insuffisant sauf à poser nombre de fermetures, ce qui ne sera pas une bonne nouvelle.

Avant de vous céder la parole et d'entamer les travaux, nous souhaitons une fois de plus vous interroger sur l'attitude de certains IEN qui ont contacté des écoles afin d'évoquer une possible fermeture à cette rentrée de septembre. Nous espérons que ce ne soient que des rumeurs infondées qui, le jour de la rentrée, sont à déplorer tant elles ont tendu les équipes à l'heure où toute leur énergie aurait dû être consacrée à l'accueil des élèves.

Plus que jamais, il est indispensable d'investir dans un plan d'urgence pour l'École et les autres services publics !

Nous vous remercions pour votre attention.